Études océan Indien

44 | 2010

Images contemporaines dans les sociétés de l'océan Indien occidental

Patricia Rajeriarison & Sylvain Urfer, *Idées reçues. Madagascar*

Rabenantoandro Rajakoba et Tovo Razakarisoa

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/oceanindien/197>

DOI : 10.4000/oceanindien.197

ISSN : 2260-7730

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2010

Pagination : 273-274

ISBN : 978-2-85831-187-3

ISSN : 0246-0092

Référence électronique

Rabenantoandro Rajakoba et Tovo Razakarisoa, « Patricia Rajeriarison & Sylvain Urfer, *Idées reçues. Madagascar* », *Études océan Indien* [En ligne], 44 | 2010, mis en ligne le 12 octobre 2011, consulté le 30 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/oceanindien/197> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/oceanindien.197>

Ce document a été généré automatiquement le 30 juin 2021.

Études océan Indien est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Patricia Rajeriarison & Sylvain Urfer, *Idées reçues. Madagascar*

Rabenantoandro Rajakoba et Tovo Razakarisoa

RÉFÉRENCE

Patricia Rajeriarison & Sylvain Urfer, *Idées reçues. Madagascar*, collab. Jeanne Rasoanasy, Paris, Eds. du Cavalier Bleu, 2009, 128 p., bibl. (coll. « Idées reçues ». série « Histoire et Civilisations ») ; réimpr : Antananarivo, Foi et Justice, 2010.

- 1 Ce petit livre paraît dans une collection consacrée au recensement, et s'il le faut au démontage, des « idées reçues » sur différents sujets, y compris (mais pas uniquement) sur des pays.
- 2 Les auteurs ont des profils bien différents. Le Père Sylvain Urfer, missionnaire jésuite français à Madagascar depuis trois décennies, est un homme d'influence, dont les élites malgaches se souviennent qu'il a été l'introducteur pour le public francophone des idées du socialisme africain de l'*Ujamaa* prônée par le président tanzanien Julius Nyerere¹. Plus récemment, il a été l'un des animateurs d'un réseau d'observatoire de la vie publique, toujours très actif². Sous la présidence de Marc Ravalomanana, il a été expulsé spectaculairement de Madagascar en 2007, mais après l'accès au pouvoir d'Andry Rajoelina, il a pu y revenir et reprendre ses activités, en particulier d'éditeur, avec la maison Foi et Justice. Patricia Rajeriarison, qui est consultante, en particulier dans le secteur du tourisme, a confié que c'est à l'occasion de ce premier livre qu'elle a eu à se plonger dans les études historiques et politiques sur son pays.
- 3 Les vingt thèmes abordés sont répartis en quatre volets : histoire et géographie, économie et politique, culture, société, mais on se rend vite compte que les principaux centres d'intérêt relèvent de l'histoire et de la vie politique. Même les thèmes rangés dans le volet « culture » ou dans le volet « société » se ramènent en fait souvent à des discussions historiques, et débouchent sur l'actualité politique. C'est le cas des clichés bien connus sur le *fiavanana* (la « parenté », c'est-à-dire les valeurs traditionnelles de

solidarité, érigées en fondement d'une idéologie sociale du consensus que les soubresauts récents mettent sérieusement à l'épreuve), et sur le *moramora* (le « doucement, tout doucement » que les colons ont tant reproché aux indigènes et qui se retrouve souvent dans les raisonnements actuels des organisations développementalistes), ou encore sur le manque prétendu d'une réelle unité nationale (perpétuel argument de ceux qui ramènent tous les désaccords à cette fameuse opposition entre les Merina et les « côtiers », un prétexte si commode pour ne jamais attaquer les plus flagrantes inégalités).

- 4 Publié initialement en France par les éditions Le Cavalier Bleu, le volume sur Madagascar paraît aussi, un an après, à Antananarivo aux éditions catholiques Foi et Justice, ce qui permet de diffuser le livre à un prix bien plus abordable.
- 5 Le livre publié sur place est donc la reproduction exacte de l'édition parisienne... à un détail près, qui n'est peut-être pas anodin. Dans l'édition française, le chapitre « Madagascar est une ancienne colonie française » se termine par l'évocation de la crise politique dans laquelle le pays est toujours embourbé actuellement. Et à ce propos, on nous dit (p. 32) : « *Le 17 mars 2009, un coup d'État a porté à la tête du pays Andry Rajoelina, un bi-national, à la fois malgache et français. La position française vis-à-vis de cette crise est ambiguë* ». Dans la réimpression publiée à Madagascar, le paragraphe reste le même, sauf le renseignement sur la nationalité du dirigeant. Les mots « un bi-national, à la fois malgache et français » ont été supprimés.
- 6 Le bruit a aussitôt couru à Antananarivo que si cette précision a été gommée, c'est à la demande expresse de l'ambassade de France, peu désireuse justement de faire apparaître sur la place publique une liaison trop directe du pouvoir avec l'ancienne métropole. Cela s'accordait bien avec la suite du paragraphe : « *Mais quelle que soit sa position, la France aura toujours tort aux yeux des Malgaches. Pour un grand nombre d'entre eux les intentions de la France ne sont pas claires et le mot recolonisation circule* » Mais quid de l'information elle-même ? Était-elle exacte ou erronée ? Le lecteur ne le saura pas. Apparemment il était seulement inopportun que cela soit mentionné à Madagascar.
- 7 Le principe des « idées reçues » et de leur discussion critique permet de donner sous un tout petit volume une présentation générale du pays, en n'évitant aucune des questions sérieuses, et en plaçant en perspective aussi bien les clichés touristiques (les lémuriens, les baobabs) que les sujets les plus graves et les plus conflictuels (la pauvreté décidément réfractaire à tous les programmes qui prétendent lutter contre elle, la discrimination dont sont toujours victimes les descendants d'esclaves, les explosions subites de violence — contre des étrangers ou entre Malgaches — qui démentent l'« idée reçue » d'un « peuple non violent »). Au total, donc, une très bonne mise au point, qui sera utile aussi bien à ceux qui veulent prendre un premier contact qu'à ceux qui croient savoir et à qui échappent peut-être des éléments de compréhension essentiels.
- 8 Pourtant, déraciner les idées reçues est un exercice difficile. Et le lecteur pointilleux relèvera que le livre lui-même n'est pas exempt parfois de quelques idées toutes faites ou approximations. Nous en avons relevé quelques-unes que nous signalons ci-après.
- 9 La « Carte des ethnies » que présentent les auteurs (p. 8) a d'abord un grand mérite : elle échappe à l'écueil (si souvent rencontré dans les livres de présentation de Madagascar) de tracer des lignes de séparation entre les territoires attribués aux différentes ethnies, comme s'il y avait sur le terrain quelque chose qui ressemble à des frontières ethniques. Mais quand même, on est obligé de relever une erreur : dans le

Nord du pays, les noms d'ethnies ont été placés de telle manière que les régions d'Ambanja et de Nosy Be apparaissent comme appartenant au pays antankarana ; pour les habitants, il n'y a pas de doute qu'on est plutôt en pays sakalava.

- 10 Dans le domaine historique, la présentation des faits est généralement claire et synthétique. On est étonné pourtant de lire (p. 24) que le titre de Roi de Madagascar a été reconnu à Radama I^{er} « en 1820 par le Gouverneur britannique de l'Île Maurice, Hall ». Les historiens nous apprennent que c'est Farquhar, gouverneur de Maurice de 1810 à 1823, qui avait conclu avec Radama l'accord par lequel il était reconnu roi de Madagascar, en échange de l'engagement de faire cesser la traite des esclaves. Hall n'a été qu'un *acting governor* intérimaire pendant l'absence de Farquhar en 1817-1818, et son rôle dans l'affaire a été plutôt négatif : il a refusé de tenir les promesses faites par Farquhar, provoquant le désistement du roi malgache et l'échec temporaire du traité. Il a fallu attendre le retour de Farquhar pour que les négociations connaissent à nouveau le succès.
- 11 Pour expliquer la méfiance (très réelle) avec laquelle beaucoup de Malgaches, en particulier des membres de l'élite, considèrent aujourd'hui le continent africain, les auteurs ont cette phrase : « *le souvenir des tirailleurs sénégalais de l'armée française, chargés de la répression après l'insurrection de 1947, n'est pas fait pour améliorer les choses ...* » N'est-ce pas ici pactiser quelque peu justement avec l'une de ces *idées reçues*, qui paraissent évidentes, et qui n'en sont pas moins trompeuses ? L'historien Jean Fremigacci qui a publié récemment sur cette question ne craint pas d'appeler ce prétendu souvenir un « *mythe du Sénégalais* ». Il montre que, d'après les sources militaires, l'idée selon laquelle les tirailleurs sénégalais ont joué un rôle déterminant dans la répression de l'insurrection de 1947 est largement une reconstruction, peu appuyée par les faits. Selon ces sources, le rôle déterminant a été joué par d'autres troupes (des militaires de la métropole ou d'Afrique du Nord)³.
- 12 On trouve aussi des approximations dans le domaine linguistique (dont aucun des auteurs n'est spécialiste) ; pour insister sur l'unité profonde des dialectes malgaches, les auteurs opposent la « riche variété de vocabulaire » à « une grammaire et une syntaxe identiques dans toutes les régions » (p. 15). C'est l'idée que la variation dialectale touche seulement le lexique (supposé superficiel) et jamais la « grammaire » (supposée plus profonde), une idée assez répandue, mais peu pertinente : en fait, les différences peuvent se rencontrer dans tous les niveaux de la structure linguistique. Et les études sur le lexique malgache montrent que la parenté des dialectes se marque aussi bien dans le domaine du vocabulaire de base que dans celui des structures syntaxiques.
- 13 La bibliographie (pp. 124-127) oriente utilement le lecteur vers des titres, récents pour la plupart, et quelques-uns peu connus. Nous ne critiquerons pas le fait que sont privilégiées les productions des éditions Foi et Justice, dirigées par l'un des auteurs (11 références sur 39, auxquelles s'ajoutent encore 4 livres publiés par l'autre éditeur catholique, Ambozontany). Ce choix est justifié par le souci de mettre en évidence l'activité intellectuelle et éditoriale, largement assurée en effet par ces maisons. Mais on note que cette bibliographie ne mentionne que des livres en français (et, pour certains, bilingues français-malgache). Pourtant, une grande part de ce qui paraît actuellement sur Madagascar est en anglais⁴. Peut-être les auteurs ont-ils voulu se mettre à la portée d'un public plus à l'aise en français ? Souci louable, mais qui ne devrait pas revenir à passer sous silence tout ce qui n'est pas francophone. On s'étonne

un peu aussi que, présentant les écrivains malgaches, les auteurs ne mentionnent pas les livres récents de Jean-Luc Raharimanana (qui est pourtant cité dans le texte). Ces quelques réserves sont sans doute injustes : on ne peut pas tout dire en 127 pages ! Et le pari des auteurs est largement tenu : prenant comme point de départ le magma des idées reçues, ils réussissent bien à nous donner « un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait, ou croit savoir » à propos de Madagascar.

NOTES

1. Avec notamment *Ujamaa, espoir du socialisme africain en Tanzanie*, Paris, Aubier-Montaigne, 1971, et *Une Afrique socialiste : la Tanzanie*, Paris, Éditions Ouvrières, 1976, des livres qui ont été des classiques du tiers-mondisme.
2. L'ONG SeFaFi, dont il est l'un des fondateurs, est l'un des organes les plus écoutés de la « société civile » malgache.
3. J. Fremigacci, « Madagascar 1947 : les sources d'archives », *Tsingy. Revue du CERSOI*, n° 8, 2008, pp. 7-30.
4. Sur des sujets que précisément les auteurs discutent, comme les conséquences de la traite et de l'esclavage ou la définition des ethnies, les références récentes Pier Larson, *History and Memory in the Age of Enslavement. Becoming Merina in Highland Madagascar, 1770-1822*, Heinemann, 2000, et du même auteur, *Ocean of Letters : Language and Creolization in an Indian Ocean Diaspora*, Cambridge University Press, 2009.